



Arrêt

n° 57 020 du 28 février 2011
dans l'affaire x / III

En cause : x

Ayant élu domicile : x

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 novembre 2010, par x, qui déclare être de nationalité camerounaise, tendant à la suspension et l'annulation de « *la décision de refus de séjour sans ordre de quitter le territoire, prise à son égard le 19/10/2010 par l'Etat Belge (l'Office des Etrangers) et notifié le 20/10/2010* ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 6 décembre 2010 convoquant les parties à l'audience du 13 janvier 2011.

Entendu, en son rapport, G. PINTIAUX, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me E. VINOIS loco Me J. FELTZ, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS loco Mes D. MATRAY et P. LEJEUNE, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La requérante est arrivée en Belgique le 9 mai 2010 munie d'un visa Schengen.

Elle a introduit le 20 mai 2010 une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union en qualité d'ascendant.

Le 28 mai 2010, elle a également introduit une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après, la loi du 15 décembre 1980).

1.2. En date du 19 octobre 2010, la partie défenderesse a pris à l'encontre de la requérante une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire (annexe 20). Cette décision constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit (reproduction littérale) :

« **MOTIF DE LA DECISION (2) :**

Ascendant a charge [N. N. P. L.] (nn 03.07.23 xxx-xx)

Quoique la personne concernée ait apporté la preuve d'une demande d'affiliation à la mutuelle et des documents (annexe 3bis, des photos, attestation du cpas) tendant à établir qu'elle est à charge de son membre de famille rejoint, ces documents ne peuvent être acceptées comme pièce établissant de manière suffisante la qualité de membre de famille à charge d'un Belge.

En effet, le document annexe 3bis ne couvre le séjour que durant une période de 3 mois et a une finalité de « visite touristique ». Il ne peut donc être utilisé pour un séjour de plus de 3 mois.

De plus, ce seul engagement de prendre en charge le demandeur, document émanant du ressortissant communautaire ou de son conjoint, ne peut être regardé comme établissant l'existence d'une situation de dépendance réelle de celui-ci: il ne pourra donc être accepté comme document répondant à la condition prescrite à l'article 40ter §2 de la Loi du 15/12/1980.

Par ailleurs, il ressort de la notification du CPAS de Liège du 13/08/2010 que la personne concernée dispose d'un revenu propre.

De plus, l'intéressée n'a pas prouvé que la personne rejointe dispose de revenus suffisant au sens de l'art. 40 ter de la loi de 1980 pour prendre l'intéressée à sa charge. »

2. Irrecevabilité de la demande de suspension

2.1. En termes de requête, la partie requérante demande notamment au Conseil de suspendre l'exécution de l'acte attaqué.

2.2. En l'espèce, le Conseil rappelle que l'article 39/79, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que, sauf accord de l'intéressé(e), aucune mesure d'éloignement du territoire ne peut être exécutée de manière forcée à l'égard de l'étranger pendant le délai fixé pour l'introduction du recours [en annulation] introduit contre les décisions visées à l'alinéa 2 ni pendant l'examen de celui-ci, et de telles mesures ne peuvent être prises à l'égard de l'étranger en raison des faits qui ont donné lieu à la décision attaquée.

2.3. Le Conseil constate que la décision attaquée constitue une décision de refus de reconnaissance du droit de séjour telle que visée par ledit article 39/79, §1er, alinéa 2. Il en résulte que le recours en annulation introduit par la partie requérante est assorti d'un effet suspensif automatique, de sorte que cette décision ne peut pas être exécutée par la contrainte. En conséquence, la partie requérante n'a pas intérêt à la demande de suspension de l'exécution de la décision attaquée. Cette demande est, partant, irrecevable.

3. Exposé des moyens d'annulation

3.1.1. La partie requérante prend un premier moyen de la violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (ci-après, la CEDH) et des articles 8, 9 et 10 de la Convention internationale des droits de l'enfant (ci-après, la CIDE).

3.1.2. Dans ce qui semble être une première branche, la partie requérante soutient que l'acte attaqué viole le droit au respect de sa vie privée et familiale consacré par l'article 8 de la CEDH.

Elle fait valoir qu'elle est la mère d'un enfant belge et qu'elle a également introduit le 28 mai 2010 une demande de régularisation fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Elle estime que l'acte attaqué est disproportionné « *par rapport au but légitime qui serait recherché* » par la partie défenderesse et que celle-ci se rend coupable d'une ingérence non justifiée dans le droit au respect de la vie privée et familiale, non seulement d'elle-même mais également de son enfant belge.

3.1.3. Dans ce qui semble être une seconde branche, la partie requérante soutient que l'acte attaqué viole les trois dispositions de la CIDE visées au moyen.

La partie requérante expose que les relations familiales de son enfant « *se trouveront altérées à terme* » par l'acte attaqué.

Elle dépose à l'appui de sa requête un témoignage du père de son enfant expliquant que cet enfant a besoin de sa mère et que « *c'est contre leur gré que ces dernières risquent de se trouver séparées* ».

Elle estime que son dossier « *n'a pas été traité dans un esprit positif* ».

3.2. La partie requérante prend un second moyen de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs (ci-après, la loi du 29 juillet 1991).

La partie requérante soutient que la partie défenderesse, en prenant l'acte attaqué, n'a aucunement tenu compte de sa situation particulière. Elle explique souhaiter rester en Belgique « *dans l'intérêt exclusif de son enfant, qui, malgré le confort qu'apporte la vie occidentale, vivait très mal sa séparation avec [elle]* ».

Elle soutient qu'en ne prenant pas la peine d'évoquer cette situation particulière, qu'elle faisait valoir dans sa requête du 20 mai 2010 et « *plus encore* » dans celle fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, l'acte attaqué n'est pas motivé à suffisance.

4. Discussion

4.1.1. Sur le premier moyen, le Conseil constate que la partie requérante ne conteste pas la réalité des constats posés par la partie défenderesse aux termes desquels la partie requérante n'a pas établi adéquatement sa qualité d'ascendant à charge d'un belge. La partie requérante considère en fait que l'acte attaqué porte atteinte à son droit à la vie privée et familiale et qu'il ne tient pas compte des droits de son enfant tels que fixés dans les articles 8, 9 et 10 de la CIDE.

La question, dans le cadre de l'examen du premier moyen, est donc uniquement de savoir si en prenant l'acte attaqué, la partie défenderesse a violé l'article 8 de la CEDH et les articles 8, 9 et 10 de la CIDE.

4.1.2. S'agissant de la première branche et du grief de la partie requérante selon lequel la partie défenderesse se rendrait coupable d'une ingérence non justifiée dans le droit au respect de la vie privée et familiale de la partie requérante et de son enfant belge et violerait de ce fait l'article 8 de la CEDH, il s'impose de constater que dans la mesure où l'acte attaqué n'emporte aucun éloignement de la partie requérante du territoire belge, et partant, aucune rupture actuelle de sa vie familiale, l'acte attaqué ne peut en lui-même violer l'article 8 de la CEDH.

Surabondamment, le Conseil rappelle que le droit au respect de la vie privée et familiale fixé par l'article 8 de la CEDH n'est pas absolu et peut donc être contenu par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 de l'article 8 de la Convention précitée (qui autorise l'ingérence de l'autorité publique, pour autant que celle-ci soit prévue par la loi et constitue une mesure nécessaire à certains impératifs précis qu'elle énumère), ainsi que l'a fait la loi du 15 décembre 1980, dont les dispositions doivent être considérées comme constituant des mesures qui, dans une société démocratique, sont nécessaires pour contrôler l'entrée des non nationaux sur le territoire national (voir notamment les arrêts Abdulaziz, Kabales et Balkandali du 28 mai 1985, et Cruz Varas et autres du 20 mars 1991 ; C.E., arrêt n°86.204 du 24 mars 2000). Le Conseil rappelle également que la Cour européenne des droits de l'homme a, à diverses occasions, considéré que cette disposition ne garantissait pas en tant que tel le droit, pour une personne, de pénétrer et de s'établir dans un pays dont elle n'est pas ressortissante.

Quant aux conséquences potentielles de la décision sur la situation de la partie requérante, celles-ci relèvent d'une carence de la partie requérante à satisfaire à une exigence légale spécifique au droit qu'elle revendique, et non de la décision qui se borne à constater ladite carence et à en tirer les conséquences en droit.

4.1.3. La partie requérante n'a pas un intérêt personnel à la seconde branche du premier moyen dans le cadre de laquelle elle revendique en substance, en invoquant la violation des articles 8, 9 et 10 de la CIDE, le respect de droits de son enfant mineur dès lors qu'elle n'indique pas agir en tant que représentante légale de celui-ci. Le moyen est donc irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de ces dispositions.

Surabondamment, outre ce qui a déjà été relevé ci-dessus quant au fait que l'acte attaqué n'est pas assorti d'un ordre de quitter le territoire, le Conseil souligne que les dispositions invoquées de la CIDE ne sont pas susceptibles d'effet direct en droit interne, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas l'aptitude à conférer par elles-mêmes des droits aux particuliers dont ces derniers pourraient se prévaloir devant les autorités nationales, administratives ou juridictionnelles, sans qu'aucune mesure interne complémentaire soit nécessaire à cette fin, de sorte que les dispositions visées ne peuvent en tant que telles être directement invoquées devant les juridictions nationales car elles ne créent d'obligations qu'à charge des Etats parties.

4.2. Sur le second moyen, s'agissant des obligations de motivation formelle qui pèsent sur l'autorité administrative en vertu des dispositions de la loi du 29 juillet 1991 invoquées au moyen, le Conseil rappelle que l'autorité administrative doit, dans sa décision, fournir une connaissance claire et suffisante des considérations de droit et de fait qui l'ont déterminée, afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

En l'espèce, la décision attaquée repose sur un développement qui est articulé au regard des conditions fixées par les articles 40bis, § 2, 4°, et 40ter de la loi du 15 décembre 1980 (base légale sur laquelle la partie requérante avait introduit sa demande), dans lequel la partie défenderesse, eu égard aux différents éléments/documents qui lui ont été présentés, a conclu que la partie requérante ne démontrait pas à suffisance sa qualité de membre de famille à charge d'un belge et a décidé en conséquence de ne pas lui reconnaître le droit de séjour revendiqué. La partie défenderesse a, ainsi, explicité dans la motivation de la décision attaquée, les raisons tant juridiques que factuelles qui l'ont conduit à refuser la demande de regroupement familial sollicitée.

Plus particulièrement, quant au grief selon lequel l'acte attaqué n'aurait pas tenu compte de la situation particulière de la partie requérante et de son souhait de rester en Belgique dans l'intérêt exclusif de son enfant, qui vivrait mal sa séparation avec sa mère, le Conseil relève que, dès lors que les conditions fixées pour la reconnaissance du droit de séjour en tant qu'ascendant d'un belge n'étaient pas remplies (ce que la partie requérante ne conteste en rien, comme relevé plus haut), la décision attaquée est suffisamment motivée par ce constat, la partie défenderesse ne devant pas aller au-delà en invoquant d'autres considérations. Ce n'est pas une demande comme celle ayant donné lieu à la décision attaquée qui est le réceptacle légal de l'invocation des circonstances particulières précitées qui selon elle justifieraient qu'elle soit admise ou autorisée au séjour. Le Conseil observe d'ailleurs que la partie requérante ne semble pas l'ignorer puisque, le 28 mai 2010, elle a également introduit une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980. Il convient à cet égard de relever que la décision attaquée n'est pas la réponse à cette dernière demande (qui n'a, semble-t-il, au vu du dossier administratif, pas encore reçu réponse). Il résulte de ce qui précède que le grief de la partie requérante tenant au fait que la décision attaquée n'est pas motivée par rapport à sa situation particulière (séjour en Belgique justifié selon elle par les difficultés de son enfant) est sans pertinence.

La décision attaquée est donc suffisamment et adéquatement motivée, en fait et en droit.

4.3. Il résulte des considérations qui précèdent que les moyens ne sont pas fondés.

5. Débats succincts

Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit février deux mille onze par :

M. G. PINTIAUX,

Président F. F., juge au contentieux des étrangers

Mme A. P. PALERMO,

Greffier.

Le greffier,

Le président,

A. P. PALERMO

G. PINTIAUX